



## Contribution d'Emmanuel Louis, Délégué national, Mobilisation des ressources et Développement sur l'évolution du modèle socio-économique avril 2021

### Un modèle pour grandir.

L'évolution de notre modèle socioéconomique doit répondre aux enjeux de partage des richesses face à ceux du développement de notre activité locale : les enfants et les jeunes qui portent et font vivre un scoutisme accessible et mobilisateur. Construire un modèle pour grandir les EEDF permet, en plus de financer les services généraux, de penser l'impact de ces derniers à travers 4 principes : **cotiser** pour adhérer, **partager** pour agir dans les régions, ouvrir pour **développer**, servir pour **renforcer** l'action locale.

Notre situation « de crise permanente », malgré le contexte favorable pour le scoutisme et la résilience de nos activités face au contexte sanitaire, doit nous alerter sur la nature endogène de nos difficultés. La fragilité de notre infrastructure est telle que nous notre activité cœur de métier, les groupes locaux, ne parvient ni à accueillir les familles exprimant le besoin et l'envie de nous rejoindre, ni même à proposer des camps dédiés à chaque unité accueillant nos jeunes tout au long de l'année.

- Si les activités spécifiques ou les projets localisés (comme les vacances apprenantes, le SNU, des expérimentations locales) doivent nourrir notre regard, ces leviers externes sont ponctuels et ne sauraient répondre aux difficultés structurelles pour inscrire dans le temps une évolution positive du mouvement. Bien qu'à prendre en compte, ils ne doivent pas structurer l'approche de fond.
- La contribution ne peut pas non plus être la clef de notre équation. Devenue politique au fur et à mesure que nos difficultés s'inscrivent dans le temps et que les services généraux peinent à accompagner les acteurs locaux, elle génère, des tensions, des incompréhensions et pèse lourdement dans les budgets des SLA. Une augmentation renverrait à remettre sur les acteurs locaux la responsabilité de la croissance et risquerait de générer des « bulles financières ». Les mêmes causes amenant les mêmes conséquences, l'activité des SLA n'en serait pas augmentée pour autant. Le risque de bulle financière en cas de prélèvement sur des résultats déficitaires serait alors augmenté et l'argent fléchi vers les services nationaux n'existerait pas plus en trésorerie réelle. Bref, nous ne ferions que « cacher la difficulté sous les tapis des résultats locaux ».
- Enfin, malgré des pôles ressources réunissant jusqu'à 9 animat.eur.ri.c.e.s permanent.e.s pour 150 groupes locaux (quasi 1 pour 15), ainsi qu'une dizaine de salarié.e.s entourant les pôles, le mode d'accompagnement des act.eur.ri.c.e.s locaux n'est pas suffisant pour répondre aux demandes de création de groupe ni même au suivi des groupes existants. Ce n'est donc pas en augmentant « simplement » la contribution que nous répondrions, pour de vrai, aux difficultés sociales et économiques des EEDF. Pensée pour être corrélée directement à l'activité (7% du CA), c'est bien en augmentant l'activité que nous augmenterons la contribution en même temps que nous améliorerons la situation des EEDF.

Pour ce faire, les leviers disponibles et sans risque pour améliorer la performance des EEDF sont au nombre de 4 :

1. **Cotiser** pour faire adhérer au projet : une cotisation plus performante, tant sur le plan social qu'économique, pour faciliter le parcours d'engagement et mobiliser plus de richesses. Ce levier peut mobiliser **de 135 à 375k €.**
2. **Partager** les AD avec les régions : pour accompagner un projet de développement territorial défini, proposer aux régions de prendre en charge 20% d'un AD de pôle. Ce levier peut mobiliser **de 130 à 215k €.**
3. **Développer** des camps pour les familles en liste d'attente : l'ingénierie des camps de bases permettent, avec des moyens dédiés, de déployer très rapidement des camps déclic et des pépinières de groupes locaux. Ce levier peut mobiliser **160k à 300k €.**
4. **Renforcer** l'activité existante des groupes locaux : à travers la formation et la mobilisation des responsables ainsi qu'un programme national de camps d'unités, ce levier peut mobiliser **de 50k à 500 k €.** Correctement actionner, ce quatrième levier est en réalité un effet du second.

Questionner notre modèle renvoie ainsi à questionner **le partage des richesses humaines** pour **répondre aux besoins** (locaux, régionaux, nationaux), **faire venir et faire rester** les adhérents, tout **en prenant en compte la disponibilité des richesses financières.** En 2021, nous devons penser autrement le financement des EEDF (la vente du patrimoine n'est pas une solution viable et digne) pour mobiliser notre infrastructure territoriale. En 2022, les AD peuvent :

- Contribuer à un réseau métier national.
- Accompagner un projet de développement régional.
- Développer un camp déclic pour ouvrir des groupes locaux.

Ne pas penser l'évolution de ce partage risque d'étendre les difficultés des groupes et des régions et, ce faisant, d'ébrécher l'unité de l'association.



## Simulation des 4 leviers cités précédemment

impact économique croissance 0 (ambiance ballade)	impact économique croissance 800 (ambiance randonnée)	impact économique croissance 2000 (ambiance track)
---	---	--

800 ou 2000 = nombre d'enfants sur des camps déclics dans 8 à 15 camps de bases.

Cela représente la moitié de notre capacité réelle, soit 100 nouveaux enfants/an dans 15 camps de bases (1 par région + les CPN). Cela est réalisable, si on y va ensemble, avec les AD missionnés à 50% région + développement)

<b>levier 1 = une cotisation pour grandir</b>	réforme cotisation = évolution contrat global associé + part fixe + approche parcours	137 269 €	261 635 €	375 964 €	Calcul de l'impact cotisation dans la proposition de cotisation modulaire. Sans développement, ça rapportera 140 K. 800 est un chiffre raisonnable entre l'ambition randonnée (+400) et l'ambition track (+2000).
<b>levier 2 = des salariés partagés</b>	partage pôles (9AD porteur d'un projet de développement)	0 (100 % pôle)	129600 (30% région)	216000 (50% région)	Sur une masse salariale annuelle de 48 k€/ Les projets de développement sont à définir en fonction des besoins de développement local. Pour l'exemple = un camp déclin avec 70 enfants, nécessite 15 % d'un ETP max.
<b>levier 3 = des réponses aux listes d'attente par des activités nouvelles</b>	croissance (8 à 12 camps déclin avec nouveaux enfants)	0 (camps déclin à la marge : pas possible de les prévoir)	160000 (8 camps déclin programmés nationalement)	300000 (15 camps déclin programmés nationalement)	Excédent des camps déclin en moyenne de 20 k pour 100 enfants répartis dans 3 séjours de branche. Estimation basée sur les résultats Auvergne avec 100 enfants répartis dans 6 séjours (rentabilité moyenne)

Proposition corrélée à la mise à dispo des AD pour projets locaux en région + pour un réseau de camp déclin nationaux + pour un métier

**Cette simulation met de côté l'impact positif de l'amélioration des activités locales sur la contribution**

<b>leviers nationaux = 1+2+3</b>	<b>total vers l'échelon national</b>	<b>137 269 €</b>	<b>551 235 €</b>	<b>891 964 €</b>	L'idée n'est pas de défendre absolument le développement, mais de montrer que c'est possible et que nous avons les moyens de le faire : les richesses humaines et l'ingénierie. Avec un peu de synergie, on peut VRAIMENT sortir l'association de ces difficultés structurelles.
----------------------------------	--------------------------------------	------------------	------------------	------------------	--

<b>levier 4 = l'amélioration de l'activité locale existante</b>	Impact en région	+ 0 jeunes (pas d'enfants en plus dans les camps et les groupes existants)	+ 430 jeunes (4 enfants en plus dans 100 camps, soit 2,5 par camps)	+ 2000 jeunes (15 enfants en plus dans 130 camps, soit 13 par camps)	Accueillis uniquement sur les camps existants 430 jeunes = 4 enfants dans 100 camps + 30 stagiaires BAFA/BAFD = moyenne de 2,5 jeunes par camps 2000 jeunes = 15 enfants dans 130 camps + 50 stagiaires BAFA/BAFD = moyenne de 13 jeunes par camps
---	------------------	--	---	--	--

<b>impact levier 2</b>	Partage pôle (9AD porteur d'un projet de développement 20 % de temps)	0	-129600	-216000	Corrélation de la mise à disposition d'AD pour améliorer l'activité existante dans les régions et les territoires.
<b>impact levier 4</b>	amélioration de l'activité locale	0	180 000	710 000	L'impact sera garantie par un management adapté, du partage de pratique et un travail de réseau entre AD
<b>impact leviers régionaux = total leviers 2+4</b>	<b>Total vers l'échelon régional</b>	0	<b>50 400</b>	<b>494 000</b>	Cette estimation se concentre sur l'activité structurelle des régions et groupes locaux, et ne prend pas en compte d'hypothétique projets ponctuels : vacances apprenantes, SNU, classes découvertes sont des « bonus ».

<b>total leviers internes EEDF = 1+2+3+4</b>	<b>TOTAL EEDF</b>	<b>137 269</b>	<b>601 635 €</b>	<b>1 385 964 €</b>	Force du collectif EEDF Si nous pilotons vraiment avec les AD et les ER le développement des SLA/groupes locaux/camps de scoutisme
--	-------------------	----------------	------------------	--------------------	---